

ANALYSE DE LA PRESSE

Septembre 2015

1. A la une : la rencontre entre les Présidents Poutine et Erdogan
2. Dossier du mois : un climat préélectoral tendu
3. Turquie
4. Union Européenne
5. International
6. Economie



redefining / standards

MECENE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : la rencontre entre les Présidents Poutine et Erdoğan

Le Président de la République turque Recep Tayyip Erdoğan était invité d'honneur du Président russe Vladimir Poutine à l'occasion de l'inauguration, mercredi 23 septembre, de la grande mosquée restaurée de Moscou.

La mosquée reconstruite en lieu et place d'un plus vieil édifice culturel musulman datant de 1904 et dont la Turquie a notamment financé le minbar « dispose d'une salle de conférence, d'une bibliothèque, d'un musée, d'une galerie d'exposition, d'un centre de presse mais aussi de chambres d'hôtel » sur une superficie totale de 19 000 m². (*Le Monde*, Isabelle Mandraud, Marie Jégo, 24/09/2015), (*HuffPost avec AFP*, 23/09/2015) Ainsi, la plus grande mosquée d'Europe se trouve en Russie où « l'islam est la deuxième religion, avec quelque 20 millions de fidèles, après l'église orthodoxe. » (*Le Parisien.fr*, 23/09/2015)



Photo: Reuters

Vladimir Poutine a souligné le rôle symbolique de cette mosquée dans son discours inaugural: « La Russie est un pays multiconfessionnel dans lequel, et je tiens à le souligner, l'islam est une des religions traditionnelles. (...) Cette mosquée sera une source pour propager les idées humanistes et les vraies valeurs de l'islam », a-t-il ajouté, contrairement à l'organisation État islamique (EI) qui selon lui « dénature l'islam ». » (*HuffPost avec AFP*, 23/09/2015)

Poutine et Erdoğan se sont ensuite entretenus à huis-clos, « pour évoquer tant l'EI que le projet de gazoduc Turkish Stream. » (*Le Parisien.fr*, 23/09/2015)

A la suite de l'entretien des deux présidents, le porte-parole du Kremlin s'est exprimé devant la presse. « Les négociations sur la fourniture de gaz par la Russie et la construction du gazoduc TurkStream progressent actuellement au ralenti en raison des élections législatives prévues le 1er novembre en Turquie, a annoncé (...) Dmitry Peskov. [Il] a précisé qu'aucun accord n'avait été conclu entre [Poutine et Erdoğan mais que] (...) "les négociations sur le projet TurkStream, une construction capable d'acheminer 63 milliards de mètres cubes de gaz par an en passant sous la mer Noire, se poursuivent", a ajouté le porte-parole. » (*Lefigaro.fr avec Reuters*, 23/09/2015)

« L'idée de ce gazoduc raccordé au réseau turc et en mesure d'alimenter l'Europe du Sud a été présentée par Vladimir Poutine lors d'une visite en Turquie le 1er décembre dernier. Cet édifice remplacerait le projet South Stream qui a été abandonné. » (*Lefigaro.fr avec Reuters*, 23/09/2015)

2. Dossier du mois : un climat préélectoral tendu

A l'approche des élections anticipées du 1er novembre suite à l'échec de la formation d'un gouvernement de coalition, le climat préélectoral est marqué par la reprise des affrontements entre l'armée turque et le PKK depuis fin juillet. La tension politique remonte notamment entre l'AKP (Parti de la justice et du développement) et le HDP (Parti démocratique des peuples). L'AKP, parti au pouvoir qui a perdu sa majorité absolue au scrutin du 7 juin, est critiqué d'agir sous l'influence du président Recep Tayyip Erdoğan, qui, lui, est accusé par les opposants de ranimer le conflit avec le PKK afin de conquérir l'électorat nationaliste. Le HDP, parti pro-Kurde, considéré comme un facteur important de la perte de voix de l'AKP au dernier scrutin, est quant à lui accusé par le pouvoir d'être le « bras politique » du PKK. A cette tension politique, s'ajoutent des attaques menées contre les locaux du HDP et des violences des nationalistes et des partisans de l'AKP contre les Kurdes.

Les attaques du PKK se multiplient

L'embuscade tendue contre un convoi militaire à Dağlıca dans la province de Hakkari qui a provoqué la mort de 16 soldats turcs le 6 septembre était l'opération la plus meurtrière par le PKK depuis la reprise des affrontements fin juillet. Deux jours après, « au moins quatorze policiers ont été tués (...) lors d'une attaque à l'explosif près de la ville d'Aralik. » (*LeFigaro.fr, Georges Malbrunot, 08/09/2015*) Mardi 8 septembre, l'armée turque est entrée « en territoire irakien, pour la première fois en quatre ans » (*AFP, Burak Akıncı, 08/09/2015*) et les chasseurs de l'armée de l'air « ont pilonné en représailles les bases arrière du PKK dans le nord de l'Irak. » (*Les Echos, Yves Bourdillon, 10/09/2015*)

« Les rebelles multiplient les attentats et l'armée y répond en bombardant leurs camps, y compris dans le nord de l'Irak. (...) Selon un bilan établi par la presse favorable au gouvernement, près de 150 soldats et policiers et environ 1100 rebelles du PKK ont été tués depuis la fin juillet. » (*AFP, 25/09/2015*)

Les locaux du HDP attaqués par des militants nationalistes

Mardi 8 septembre, des militants nationalistes turcs ont attaqué le siège du HDP à Ankara et plus de 400 locaux du parti dans d'autres villes du pays. « Les partisans du pouvoir s'en sont également pris à des magasins tenus par les Kurdes mais aussi des autocars en route vers les villes kurdes. » Des civils kurdes ont été attaqués et blessés. (*Libération, Marc Semo, Ragip Duran, à Istanbul, 09/09/2015*)

« Le premier ministre, Ahmet Davutoglu, a appelé au calme mardi soir. "Les attaques contre les partis politiques sont inacceptables", a-t-il déclaré. » (*Le Monde, Mathieu Godard, 10/09/2015*)

« "Le lynchage est organisé et exécuté des mains du gouvernement et de l'Etat", accuse Selahaddin Demirtas, coprésident du HDP. » (*Libération, Marc Semo, Ragip Duran, à Istanbul, 09/09/2015*) Selon Ertugrul Kürkçü, président honorifique du HDP et député, la Turquie a connu la « nuit de cristal de Recep Tayyip Erdogan ». (*Le Monde, Mathieu Godard, 10/09/2015*)

Faisant référence aux attaques du PKK, Erdogan avait déclaré publiquement dimanche 6 septembre « "Si un parti avait obtenu 400 sièges aux élections et atteint le nombre requis au parlement pour changer la Constitution, la situation serait différente." » (*L'Express.fr, 07/09/2015*) Le lendemain, « l'opposition l'a violemment accusé de souffler sur les braises du conflit kurde pour parvenir à ses ambitions politiques. » (*LeFigaro.fr, Georges Malbrunot, 08/09/2015*) Selon Demirtaş, le message que veut faire passer Erdoğan est le suivant: « "Si vous ne nous donnez pas 400 députés [à l'élection de novembre], vous en paierez le prix." ». (*L'Express.fr, 10/09/2015*)

Lors d'une conférence de presse le 9 décembre, Demirtas qui accuse « le gouvernement de vouloir "provoquer la guerre civile" » a dénoncé les attaques contre les locaux de son parti. Le parquet de Diyarbakır « a demandé l'ouverture d'une enquête et la levée de l'immunité parlementaire » de Demirtas qui aurait selon l'agence de presse turque Anadolu, déclaré « qu'il "relève de la légitime défense pour un individu de riposter à ceux qui attaquent son domicile, son lieu de travail ou le siège de son parti" ». (*L'Express.fr, 10/09/2015*)

« La détérioration de la situation dans le sud-est turc majoritairement kurde complique considérablement l'organisation des élections législatives prévues le 1er novembre » a par ailleurs affirmé Demirtas. (*Le Figaro.fr avec Reuters, 09/09/2015*)

Des couvre-feux dans le sud-est du pays

Mercredi 9 septembre, une délégation du HDP « composée de deux ministres, des deux coprésidents et d'une trentaine de députés » a voulu se rendre à Cizre dans le district de Şırnak pour protester le couvre-feu imposé aux habitants de cette ville depuis le 4 septembre. (*Libération.fr, Ragip Duran, 10/09/2015*) Après une marche de 90km en direction de Cizre, le convoi de la délégation du HDP a été arrêté par les forces de sécurité mais ils ont pu finalement entrer dans la ville suite à la levée du blocus et du couvre-feu samedi 12 septembre. (*Libération.fr, Ragip Duran, 13/09/2015*) Cependant, trente-six heures à peine

après, les autorités turques ont réintroduit le couvre-feu sur Cizre. (*Libération, AFP, 13/09/2015*) Cizre, considéré comme un bastion traditionnel du PKK, a été interdite d'accès par l'armée « qui assure y mener une opération majeure contre le PKK ». « Selon le gouvernement turc, plus de 30 de militants du PKK et un civil ont été tués pendant ces affrontements. » (*Libération, AFP, 13/09/2015*) « Le HDP avance pour sa part le chiffre de 21 civils tués, dont des mineurs. » (*Le Monde.fr avec AFP et Reuters, 10/09/2015*)

Le quartier Sur de Diyarbakır a été également « soumis à un couvre-feu permanent [et] la police a imposé un renforcement des mesures de sécurité dans le reste de la ville » le 13 septembre. (*Le Figaro.fr avec Reuters, 14/09/2015*)

Leyla Zana, députée du HDP a exhorté le gouvernement d'Ankara et le PKK « à faire taire les armes, faute de quoi elle entamerait une grève de la faim. » (*Liberation.fr, Ragip Duran, 10/09/2015*)

Un autre député du HDP, Mithat Sancar, s'est exprimé concernant le processus de paix: « Au Parlement, nous allons continuer notre travail politique pour la paix et pour de véritables négociations pour instaurer un processus de paix entre les autorités et le PKK. Jusqu'ici, il s'est agi d'un dialogue flou, dispersé, non systématique, sans la participation du parlement et des ONG... Il faut désormais le plus vite possible, et avant même les élections anticipées du 1er novembre, retourner à la table et commencer sérieusement les discussions. C'est ainsi que les armes peuvent se taire, c'est ainsi que nous pouvons empêcher la mort des soldats, des policiers, des gens du PKK et surtout des civils. » (*Liberation.fr, Ragip Duran, 13/09/2015*) « Le renforcement de l'autonomie locale en donnant beaucoup plus de droits et de responsabilités aux collectivités est la clé [pour sortir de ce cycle de violences]. L'Etat criminalise l'autogestion locale alors que nous disons que c'est la dimension la plus importante de la paix » souligne par ailleurs le député. (*Liberation.fr, Ragip Duran, 13/09/2015*)

Démission des ministres du HDP du gouvernement intérimaire

Entre l'AKP et le HDP « la cohabitation aura été de courte durée. » Mardi 22 septembre, les deux ministres du HDP, Müslüm Dogan et Ali Haydar Konca qui détenaient les portefeuilles de du Développement et des Affaires européennes, ont présenté leurs démissions du gouvernement intérimaire formé le 28 août dernier, « aussitôt acceptées par le premier ministre, Ahmet Davutoglu ». (*Le Monde.fr, Marie Jégo, 23/09/2015*)

Les ex-ministres qui « étaient les premiers membres d'un parti kurde à entrer dans un gouvernement en Turquie (...) ont accusé le pouvoir islamo-conservateur de promouvoir une "logique de guerre" dans sa lutte contre les rebelles kurdes. » (*LeFigaro.fr avec AFP, 22/09/2015*) « "L'AKP mène une logique de guerre et de coup d'Etat », a dénoncé Ali Haydar Konca dans une déclaration lue à la presse mardi soir. "Le palais et le parti aux ordres du palais ont déclenché la guerre à cause du résultat des législatives du 7 juin", a-t-il ajouté. (...) Les deux ministres ont ainsi accusé l'élite islamo-conservatrice de ne pas envoyer ses enfants au service militaire. Ces derniers "se font faire des dispenses médicales" ou "achètent leur défection" (une procédure légale sous certaines conditions en Turquie) alors que "les enfants des pauvres n'ont pas d'autre choix que de se sacrifier". Les deux démissionnaires se sont décrits comme « écartés » de la prise de décision au gouvernement. » (*Le Monde.fr, Marie Jégo, 23/09/2015*)

Les services du Premier ministre ont annoncé « la nomination de deux nouveaux ministres (...). Le portefeuille des Affaires européennes a été confié à une spécialiste des questions internationales, Beril Dedeoglu, professeure à l'université Galatasaray d'Istanbul, et celui du Développement à l'actuel sous-secrétaire d'Etat du secteur, Cüneyt Duzyol. » (*Le Figaro, 23/09/2015*)

3. Turquie

Erdoğan espère resserrer son électorat autour de la lutte contre le PKK?

Plusieurs observateurs et journalistes expliquent la reprise du conflit entre Ankara et le PKK depuis fin juillet avant tout par les ambitions politiques du président Erdoğan et pointent ses risques pour la Turquie et sa région. Selon certains, en s'adressant à la frange la plus nationaliste de son électorat, l'AKP « espère retrouver la majorité qu'il a perdue lors du scrutin du 7 juin, en raison notamment de l'entrée au Parlement de 80 députés du parti pro-kurde, le HDP ». (*La Croix, Alexandre Billette, 14/09/2015*)

« En prétendant lancer une guerre contre le terrorisme, qu'il soit djihadiste ou kurde, il s'est surtout employé à entretenir une atmosphère de tension susceptible de créer, chez les électeurs turcs, un réflexe de peur les incitant à donner à nouveau massivement leurs voix au parti qui les a gouvernés depuis plus d'une décennie. » analyse Jean Marcou, professeur à Sciences Po Grenoble. (*LaTribune.fr, 04/09/2015*)

« "La situation est en train de devenir totalement incontrôlable et risque d'échapper au chef de l'Etat qui continue ses surenchères dans ses discours, martelant aux électeurs : ou vous donnez à mon parti la majorité absolue permettant l'instauration d'un régime présidentiel ou ce sera le chaos dans tout le pays", analyse Ahmet Insel, universitaire. » (*Libération, Marc Semo, Ragip Duran, à Istanbul, 09/09/2015*)

« Nora Seni [professeur de géopolitique à l'Université Paris VIII] est également pessimiste: "Erdogan fera tout pour que l'électorat n'ait pas d'alternative et pour se présenter comme le seul recours pour mettre un terme au chaos actuel." Pour le chercheur en science politique et civilisation arabo-islamique au CERI-Sciences-Po, Bayram Balci, la logique jusqu'au-boutiste du président turc est plus un aveu de faiblesse que de force et montre « la fragilité de l'homme, usé par le pouvoir et par les bouleversements d'un Proche-Orient particulièrement instable ces dernières années ». (*Mediapart, Alain Devalpo, 14/09/2015*)

Erdoğan « opte pour une relance de la violence politique en Turquie et même pour une stratégie de guerre civile en transformant l'opposition pro-Kurde en ennemie de l'Etat et de la patrie. Cela signifie que le pôle de stabilité et de démocratisation représenté au Moyen-Orient par la Turquie est en train de disparaître. Les conséquences ne peuvent qu'en être vertigineuses pour l'équilibre régional et même mondial. » écrit Vincent Duclert, Historien à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). (*Libération, 21/09/2015*) « Le président turc fait un dangereux calcul. Déclencher une guerre civile dans un tel contexte régional est irresponsable. » écrit Pascal Coquis dans son éditorial. (*DNA, 09/09/2015*)

« Faire renaître en Turquie un climat de tension, voire plus, avec la communauté kurde. Il en va de sa survie politique » affirme le chercheur Gérard Vespierre. (*LaTribune.fr, 01/09/2015*) « C'est toute la vision régionale du président turc qui est en jeu et qui est contrariée par l'émergence kurde depuis 18 mois : en Irak, où les peshmergas ont été les seuls initialement à résister à la poussée de Daech ; en Syrie, où les alliés du PKK contrôlent les zones kurdes du Nord ; et en Turquie dans les urnes. » explique-t-il. (*L'Obs, Pierre Haski, 17/09/2015*)

« Alors que des élections législatives anticipées devraient avoir lieu en novembre prochain, la campagne militaire du président Erdoğan pourrait bien agir en sa défaveur » écrit Alexandre Brutelle. Les sondages effectués par les instituts turcs démontrent en effet une baisse des intentions de vote en faveur de l'AKP depuis juillet dernier. » (*L'Express.fr, Alexandre Brutelle, 16/09/2015*) « Les derniers sondages indiquent (...) que les tendances sont sensiblement les mêmes, et que [le HDP] pourrait obtenir un score légèrement supérieur à celui du dernier scrutin, tandis que [l'AKP] stagne autour de 40 %, un résultat qui serait insuffisant pour décrocher une majorité de députés. » (*Le Monde, Mathieu Godard, 09/09/2015*)

Les chefs des partis d'opposition turcs dans la région alsacienne en France

Mercredi 25 septembre, le CHP, premier parti d'opposition, a rassemblé près de 800 personnes à Illkirch, dans la région alsacienne, en France. « Son président Kemal Kılıçdaroğlu, en tournée en Europe, a affirmé que la Turquie traversait actuellement l'une des plus graves crises de son histoire. Il a appelé les militants à se mobiliser et aller voter pour le CHP, qu'il a présenté comme un "facteur d'apaisement". » (DNA, Olivier Claudon, 25/09/2015)

Lundi 28 septembre, Selahaddin Demirtaş, leader du HDP était à Strasbourg, où il a eu une suite de rendez-vous diplomatiques au Conseil de l'Europe, notamment avec le Secrétaire général de l'organisation dont la Turquie est membre. Après avoir rencontré les grévistes de la faim, devant le Palais de Justice, qui demandent la libération d'Abdullah Öcalan, chef emprisonné du PKK en Turquie, il s'est exprimé devant les parlementaires du Conseil qui l'auditionnaient : « "Les conditions ne sont pas réunies pour que les négociations sur sa libération reprennent mais nous souhaitons qu'Öcalan soit sorti de l'isolement" ». Demirtaş a aussi demandé le soutien de la communauté internationale pour retrouver la paix en Turquie. « "Le PKK et l'Etat turc doivent cesser leurs attaques. (...) La communauté internationale devrait être plus courageuse et initier de nouvelles négociations pour y jouer les médiateurs. (...) Ce n'est pas qu'un problème interne de la Turquie, c'est un problème qui touche à la démocratie et affecte toute la région, tout le Proche Orient. (...) Nous ne voulons pas que vous vous opposiez à l'AKP et à Erdogan, nous voulions que vous souteniez la démocratie et la paix en Turquie." » a-t-il déclaré. (DNA, Anne-Camille Beckelynck, 29/09/2015)

Le Président Erdogan sera à son tour à Strasbourg dimanche 4 octobre. Non pas pour des entretiens diplomatiques mais pour un grand meeting « contre le terrorisme » où sont attendus environ 30000 personnes de France, d'Allemagne, d'Autriche et de Belgique. Même si « l'AKP n'a pas prévu de meeting électoral » en Alsace, « pour les opposants, il apparaît clairement que » celui-ci « a vocation à rassembler les militants de l'AKP » « quatre jours avant le lancement des opérations de vote des élections législatives pour les citoyens turcs vivant à l'étranger. » (DNA, Antoine Bonin, 20/09/2015) (DNA, Olivier Claudon, 25/09/2015)

Auparavant, une manifestation « contre le terrorisme » qui a réuni plus de 100.000 personnes le 20 septembre à Istanbul, avait eu « des allures de meeting électoral » pour Erdogan qui officiellement n'est pas en campagne. « Sans le citer nommément, (...) [il avait exhorté] les électeurs à ne pas voter pour le HDP (...) et à choisir l'AKP "pour que la paix revienne en Turquie". » (Le Monde.fr avec AFP, 20/09/2015)

Le Haut-conseil électoral turc a interdit l'hymne de campagne de l'AKP

L'AKP a tenu samedi 12 septembre « à Ankara son cinquième congrès ordinaire, qui a vu la réélection sans surprise de son président, l'actuel Premier ministre Ahmet Davutoğlu. Cette élection marque ainsi le début de la campagne pour les prochaines législatives, le 1er novembre. » (RFI, Jérôme Bastion, 13/05/2015)

Le parti a lancé le 21 septembre « son hymne de campagne intitulé "Haydi Bismillah !", "Au nom de Dieu, allons-y !" en langue turque. Cependant, saisi par un élu de l'opposition, le haut-conseil électoral turc (YSK) l'a interdit car jugé trop religieux. « Le YSK a estimé que la chanson (...) "abuse d'un symbole religieux à des fins politiques", a rapporté un des vice-présidents de l'AKP, Bekir Bozdağ. (...) La loi turque interdit aux candidats aux élections de recourir à des symboles religieux dans leurs messages télévisés. » (Lefigaro.fr avec AFP, 23/09/2015)

La liberté de presse au centre des préoccupations

Le 15 septembre, « la justice turque a ouvert une enquête pour "propagande terroriste" contre le puissant groupe Dogan, propriétaire du quotidien Hürriyet et de la chaîne d'information CNN-Türk (...). Le groupe de médias est accusé d'avoir publié des images "non censurées" de soldats turcs tués lors de récents attentats commis par le PKK (...) mais d'avoir, au contraire, flouté d'autres photos de combattants rebelles morts (...). La chaîne CNN Türk [a été accusée] d'un entretien avec une jeune militante, connue pour avoir participé aux émeutes antigouvernementales de 2013, qui a rejoint les rangs du PKK. [La semaine d'avant], le journal proche du pouvoir Günes avait accusé en première page le propriétaire du groupe Dogan, Aydin Dogan, d'être favorable aux rebelles. » (*Le Monde.fr, AFP, 15/09/2015*)

Le siège de Hürriyet, le deuxième quotidien du pays (364 000 exemplaires, libéral) à Istanbul a été attaqué à deux reprises lundi 7 et mardi 8 septembre par des jeunes activistes proches de l'AKP, accusant le journal d'avoir déformé des propos du président Recep Tayyip Erdogan. « Un député du parti, Abdurrahim Boynukalin, était lundi en tête des assaillants menaçant les journalistes de Hürriyet : "Peu important les résultats des élections du 1er novembre, vous quitterez le pays." » (*Libération, Marc Semo, Ragip Duran, à Istanbul, 09/09/2015*) « Le rédacteur-en-chef du quotidien a qualifié cette agression de "page noire dans l'histoire de la démocratie turque". » (*Aujourd'huiLaTurquie, 07/09/2015*) « "La Turquie d'aujourd'hui ressemble à un tunnel d'horreur dont on ne voit pas la fin" » a écrit dans son éditorial, Mustafa Akyol chroniqueur de Hürriyet. (*Le Figaro, Delphine Minoui, 10/09/2015*)

Dès le lendemain, « le Premier ministre Ahmet Davutoglu, de l'AKP, a réagi sur son compte Twitter affirmant que "l'attaque de la presse (...) est inacceptable". » (*Libération, Marc Semo, Ragip Duran, à Istanbul, 09/09/2015*)

« La police turque a perquisitionné lundi [14 septembre] à Istanbul le siège [du magazine Nokta] et saisi son dernier numéro qui affichait en première page un photomontage du président Recep Tayyip Erdogan prenant un "selfie" devant le cercueil d'un soldat tué par les rebelles kurdes. (...) Selon Nokta, sa une s'inspire d'un photomontage similaire publié en 2013 dans le Guardian qui montre l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair prenant un "selfie" devant le panache de fumée noire d'une explosion pendant la guerre en Irak. » (*Le Point, AFP, 14/09/2015*)

Lundi 28 septembre, « des unités de la police antiterroriste ont investi les bureaux de l'agence de presse Dicle, du journal Azadiye Welat, des éditions Aram et de l'association de promotion de la langue kurde Kurdi-Der et interpellé 32 de leurs journalistes et salariés. Tous ont été libérés dans la nuit après quelques heures de garde à vue. » (*L'Express, AFP, 29/09/2015*)

Arrestation des journalistes étrangers

Deux reporters britanniques du site d'information Vice News, Jake Hanrahan et Philip Pendlebury, et leur traducteur irakien ont été inculpés pour « terrorisme » et maintenus en détention provisoire sur décision d'un tribunal turc lundi 31 août. (*Paris Match, Reuters, 02/09/2015*) Le 3 septembre, la justice turque a ordonné la libération des deux journalistes accusés d'avoir entretenu des contacts avec l'EI et le PKK. (*AFP, 03/09/2015*)

La journaliste néerlandaise Frédérique Geerdink, installée depuis 2006 en Turquie, a fait l'objet d'une mesure administrative d'expulsion le 9 septembre. La journaliste a été arrêtée le 5 septembre alors qu'elle se trouvait avec des membres du HDP à Yuksekova (Hakkari) et couvrait les affrontements entre l'armée turque et le PKK dans le sud-est du pays. « Mme Geerdink n'avait pas été arrêtée en raison de "ses activités de journaliste", mais parce qu'elle était entrée sans permission dans une zone nécessitant une autorisation, ce qui constituait une "atteinte à la sécurité" » a expliqué un responsable turc. « Cette spécialiste du conflit kurde, établie à Diyarbakir depuis 2012 où elle collabore à des médias néerlandais et étrangers, avait déjà été détenue quelques jours en janvier pour "propagande terroriste" au profit [su PKK]. » (*L'Express, AFP, 09/09/2015*)

Opérations dans le cadre de l'offensive contre le réseau de Gülen

Dans une opération ciblant des partisans de Fethullah Gülen le 16 septembre, onze personnes, dont des dirigeants de Boydak Holding et des universitaires ont été arrêtées. *(Reuters, 16/09/2015)*

Par ailleurs, les locaux de 23 entreprises du groupe Koza Ipek ont été perquisitionnés mardi 1er septembre à l'aube dans le cadre d'une enquête "antiterroriste". *(AFP, 01/09/2015)* « Koza Ipek, spécialisé dans les mines et l'énergie, est également propriétaire de plusieurs médias, notamment les journaux Bugün, Millet, le site BGNNews.com ainsi que les chaînes de télévision Bugün TV et Kanaltürk. » *(Le Monde, Marie Jégo, 02/09/2015)*

Décrit comme proche du prédicateur Fethullah Gülen, le groupe Koza est accusé de financer "le groupe terroriste güleniste" et ses médias se voient reprocher de diffuser sa propagande. *(Le Monde, Marie Jégo, 02/09/2015)* Fethullah Gülen, qui dirige à partir des Etats-Unis le mouvement Hizmet ("Service" en turc), un influent réseau d'ONG, de médias et d'entreprises, est accusé par le Président Erdogan d'avoir bâti un "Etat parallèle" pour renverser son régime « en montant l'opération anticorruption lancée à l'hiver 2013-2014 contre sa personne et son entourage politique. » *(AFP, 01/09/2015)*

« Un procureur turc a requis une peine de 34 ans d'emprisonnement contre Fethullah Gülen (...) rapporte l'agence anatolienne de presse, jeudi [17 septembre]. » *(LeFigaro.fr avec Reuters, 17/09/2015)*

L'exode des réfugiés syriens

« Depuis 2011, près de 2 millions de réfugiés syriens ont rejoint la Turquie. "Sur place, on cite même le chiffre de 2,5 millions (...)", souligne Denis Bauchard, conseiller spécial à l'Ifri (Institut français des relations internationales). Cet afflux massif commence à poser des sérieux problèmes sur place, incitant les Syriens à reprendre la route vers l'Europe. » *(Les Echos, Renaud Honoré, 24/09/2015)*

Tandis que 260.000 réfugiés syriens résident dans les 25 camps installés le long de la frontière turco-syrienne, la majorité sont livrés à eux-mêmes dans les grandes villes du pays comme Istanbul (environ 350.000), la ville balnéaire d'Izmir (plus de 70 000) ou encore les métropoles du Sud, notamment Gaziantep. *(Le Monde.fr avec AFP, 19/09/2015), (Le Figaro, Delphine Minoui, 23/09/2015) (Le Monde, Marie Jégo, 24/09/2015), (Le Monde.fr, Lucie Soullier, 25/09/2015)*

Placés sous un régime de protection temporaire (et non l'asile politique) en Turquie, les Syriens ont « un accès gratuit à l'éducation et aux soins de santé ». Les camps « décrits par les humanitaires comme des "cinq étoiles" – avec réseau wifi, des épiceries et des écoles où les cours sont dispensés en arabe » « ont unanimement loués pour leur propreté et la qualité des services qui y sont dispensés. » *(Le Monde, Benjamin Barthe, 24/09/2015) (Le Monde, Marie Jégo, 24/09/2015)*

« Malgré des conditions d'accueil convenables - en tout cas nettement meilleures que dans les autres pays voisins -, la majorité des Syriens en Turquie sont installés dans un provisoire précaire, surtout sur le plan des ressources. Pour les 85 % d'entre eux qui vivent hors des camps de réfugiés, les emplois sont rares et mal payés, alors que la vie et les loyers sont chers par rapport à leurs moyens. » *(Libération, Hala Kodmani, 07/09/2015)*

« "Les autorités [turques] ont dû répondre à une demande de scolarisation de 350000 enfants syriens l'année dernière. Le système éducatif n'a pu en absorber que les deux tiers. Cette année, près de 500000 seront à nouveau candidats à une place dans les écoles", explique le professeur Jean Marcou, directeur des relations internationales à l'Institut d'études politiques de Grenoble.» *(L'Opinion, Pascal Airault, 22/09/2015)* « Le niveau très médiocre des écoles ouvertes en Turquie par la Coalition nationale syrienne (CNS), la principale plate-forme de l'opposition, inquiète de nombreux parents, de même que l'influence exercée sur ces établissements par les Frères musulmans, la principale composante de la CNS. La reprise cet été des affrontements entre soldats turcs et militants kurdes a aussi alimenté le flot des départs. » *(Le Monde, Benjamin Barthe, 24/09/2015)*

En plus du désespoir, toutes ces difficultés « alimentent les départs vers la Grèce et l'Europe, souvent au prix de traversées périlleuses de la mer Egée. » (*Le figaro.fr, Reuters, 15/09/2015*) « Selon Numan Kurtulmus, le porte-parole du gouvernement, les gardes-côtes turcs ont secouru 53 000 naufragés depuis le début de l'année tandis que 274 migrants ont perdu la vie lors de ces périlleuses traversées. » (*Le Monde, Marie Jégo, 24/09/2015*) Plus récemment, « 17 Syriens, dont une femme et cinq enfants, se sont noyés dimanche [27 septembre], lorsque leur embarcation a fait naufrage dans les eaux turques alors qu'ils tentaient de rejoindre la Grèce. » (*AFP, 27/09/2015*)

« Il faut compter aussi avec ceux qui affluent à Edirne, la dernière grande ville turque avant la frontière terrestre avec la Grèce et la Bulgarie. Près d'un millier ont été regroupés dans un stade non loin de la ville, les autorités essaient de les convaincre de faire demi-tour. Le premier ministre Ahmet Davutoglu a fait le déplacement, samedi 19 septembre, pour écouter leurs doléances. (...) Des centaines d'autres candidats au départ sont parqués depuis plusieurs jours à la gare routière de Bayrampasa à Istanbul, empêchés de monter dans les autobus en partance pour la Thrace, la partie européenne de la Turquie.» (*Le Monde, Marie Jégo, 24/09/2015*)

« Une directive interne du ministère de l'intérieur, datée du 29 août, prévoit même un renforcement des contrôles, de sorte que les réfugiés syriens ne puissent quitter sans permission les provinces de Turquie où ils ont été enregistrés. Ceux qui tentent de se rendre illégalement en Europe sont «une menace à l'ordre public» et «affectent l'image de la Turquie aux yeux du monde», explique le document dont l'agence Associated Press a pu se procurer une copie. » (*Le Monde, Marie Jégo, 24/09/2015*)

4. Union Européenne

L'UE va soutenir la Turquie pour son aide aux réfugiés syriens

« Les 28 Etats membres de l'Union européenne (UE) sont convenus mercredi 23 septembre de mobiliser au moins 1 milliard d'euros supplémentaires pour les agences de l'ONU [principalement le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM)] venant en aide aux réfugiés dans les pays voisins de la Syrie (...). Cette décision intervient au lendemain de l'accord sur la répartition de 120.000 réfugiés entre les différents Etats de l'UE. » (*Le Monde, AFP, 24/09/2015*)

Depuis le début de la guerre civile en Syrie, la Turquie a dépensé 6,6 milliards d'euros pour l'accueil des 2,2 millions de réfugiés sur son territoire; « un budget colossal financé à hauteur de seulement 418 millions de dollars par l'ONU et la communauté internationale. » (*Le Monde.fr avec AFP, 28/09/2015*) (*Le Figaro, Delphine Minoui, 23/09/2015*) « Cette aide est notamment destinée à organiser l'accueil des réfugiés et à scolariser les enfants.» (*L'Opinion, Pascal Airault, 22/09/2015*)

Le Président du Parlement européen Martin Schulz avait « écrit au premier ministre du Luxembourg, Xavier Bettel, qui préside en ce moment le Conseil des pays de l'Union, pour souligner l'urgence d'aider le Liban, la Jordanie et la Turquie en leur versant maintenant les sommes [que l'UE] leur a promis pour l'accueil des réfugiés, mais qui ne sont toujours pas mobilisées [*les Européens s'étaient engagés sur 4 milliards d'euros fin 2014, ils n'ont mobilisé qu'un peu moins de 50 millions...*].» (*Le Monde.fr, Jean-Pierre Strobants, Cécile Ducourtieux, 18/09/2015*)

Cependant le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a écarté « l'idée pour son pays de recourir à [l'aide de l'UE]. "Nous ne voulons pas l'accepter", a-t-il tranché » dans un entretien accordé au quotidien *Hürriyet* en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, le 28 septembre. (*Le Monde.fr avec AFP, 28/09/2015*)

Par ailleurs, « la Turquie refuse l'installation sur son sol des camps d'accueil et d'enregistrement des migrants souhaités par l'Union européenne (UE) pour faire face à la crise des migrants, a annoncé son premier ministre, Ahmet Davutoglu. (...) L'installation de tels centres est "inacceptable" et "inhumaine", a jugé M. Davutoglu. (...) Le chef du gouvernement islamo-conservateur turc a, une nouvelle fois, exprimé

sa préférence pour la création d'une "zone de sécurité" le long de la frontière turco-syrienne afin d'accueillir les réfugiés syriens sur leur propre sol, une idée écartée par ses alliés. "Si le secteur d'Azaz à Jarablus est nettoyé (des combattants du groupe djihadiste Etat islamique), nous pouvons installer trois villes qui pourraient chacune accueillir 100 000 personnes", a suggéré M. Davutoglu. "Vous [les Européens] pouvez prendre en charge leur coût et nous pouvons les construire", a-t-il ajouté.» (*Le Monde.fr avec AFP, 28/09/2015*)

Malgré des divergences sur ce sujet, la proposition de la Turquie est soutenue par certains dirigeants européens comme le Premier ministre bulgare Boïko Borissov. "Avec le Premier ministre turc nous réfléchissons sur l'idée d'une zone de sécurité en Syrie pour que les gens demeurent près de leur lieu natal et qu'ils y soient aidés", a déclaré Boïko Borissov à la télévision bulgare BNT à Bruxelles. Boïko Borissov a indiqué qu'il avait reçu d'Ahmet Davutoglu une lettre dans ce sens dont il allait informer le sommet extraordinaire de l'UE [du 23 septembre]. (...) Un groupe de travail avec la participation de l'UE et des États-Unis pourrait se pencher sur les problèmes de logement, de santé et d'éducation dans cette zone, selon la lettre. ». (*Lefigaro.fr avec AFP, 23/09/2015*)

« Le premier ministre turc, qui s'est entretenu avec la chancelière allemande Angela Merkel pendant le week-end à New York, a par ailleurs indiqué (...) que son pays allait mettre en place un groupe de travail avec l'Allemagne, la destination favorite de nombreux migrants, pour faire face à la crise migratoire actuelle, "un mécanisme bilatéral qui pourra être étendu à la Grèce si nécessaire".» (*Le Monde.fr avec AFP, 28/09/2015*)

Lors du sommet du 23 septembre, les dirigeants européens ont tous reconnu la nécessité de « lancer une "offensive diplomatique" vis-à-vis de la Turquie, sans laquelle la stratégie européenne d'endigement des réfugiés ne fonctionnera pas. M. Tusk a déjà effectué une visite à Ankara début septembre, le pays sera convié à une réunion conjointe des ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, à Luxembourg, au début du mois d'octobre. » (*Le Monde, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 24/09/2015*)

« Le conseil de l'Union Européenne soucieux pour la Turquie »

« L'Union européenne s'est dite "préoccupée" mardi [1er septembre] après l'arrestation en Turquie de deux journalistes britanniques travaillant pour Vice News, inculpés pour "terrorisme", et par une descente de police dans un groupe de médias critique envers les autorités turques. » Lors d'un point de presse, Maja Kocijancic, porte-parole de l'UE pour les Affaires étrangères, a déclaré «'Nous sommes préoccupés non seulement par l'opération lancée ce matin contre des entreprises liées au groupe Koza Ipek suspectées de financer le terrorisme, mais aussi par exemple par les arrestations récentes de journalistes de Vice News en Turquie sur la base de charges liées au terrorisme. (...) L'UE rappelle avant tout l'importance de la présomption d'innocence et le droit à une enquête indépendante et transparente (...) qui respecte pleinement les droits de la défense.' » (*LeFigaro.fr avec AFP, 01/09/2015*)

« Donald Tusk, président du Conseil de l'Union Européenne, a exprimé [le 9 septembre] son souci pour la situation de la Turquie, au sujet des récentes attaques entre le PKK et le gouvernement, aussi bien qu'à la suite des attaques menées contre le quotidien Hürriyet. Des craintes exprimées à haute voix, qui ne font qu'appuyer la position européenne. "Je suis également très inquiet quant aux attaques menées contre les bureaux du PKK et contre le quotidien Hürriyet, ici à Ankara, a dit le Président du Conseil de l'Union Européenne. J'espère que la confiance pourra être rétablie en Turquie, et que la loi prévaudra désormais" a-t-il ajouté, lors de sa rencontre officielle, [le 9 septembre], avec les hauts représentants de Turquie. Il a de fait condamné fermement les attaques et les troubles qui depuis ces derniers mois plongent la Turquie dans le chaos au sud du pays. "Le terrorisme, où qu'il éclore, quelques en soient les acteurs, doit être fermement combattu, a-t-il dit. Nous sommes confrontés à une peur permanente du terrorisme en Europe. Laissez-moi vous redire que l'Union Européenne doit plus que jamais coopérer et agir étroitement avec la Turquie contre le terrorisme.". Pour Tusk, le cessez-le-feu qui régnait depuis 2013 entre la Turquie et le PKK était un espoir pour l'Europe : "Nous continuons à penser que c'était le choix juste. De fait, il n'y a pas d'alternative raisonnable". Le président entend enfin soutenir la place clé de la Turquie dans les problèmes auxquels est aujourd'hui confrontée l'Union Européenne, en particulier

l'accueil des migrants fuyant les pays en guerre. "Notre coopération avec la Turquie est notre plus haute priorité. Je crois que la Turquie peut jouer un rôle déterminant dans le combat contre le terrorisme sous toutes ses formes. Il n'y aura aucune stabilité tant que les cartes seront aux mains de Daesh, de trafiquants d'humains." » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, 10/09/2015*)

« Les visas Schengen pour les Turcs levés d'ici 2017 ? »

« Dans une interview au quotidien allemand Die Welt publiée samedi [26 septembre], le commissaire européen à l'Elargissement, Johannes Hahn, a jugé "possible" la levée des visas pour les citoyens turcs dans l'espace Schengen d'ici 2017. "Si les conditions requises sont remplies", a-t-il toutefois précisé, citant notamment un contrôle efficace des frontières, la mise en place des passeports biométriques et la coopération contre les documents contrefaits.

En juin 2014, le Parlement turc avait ratifié l'accord de réadmission signé quelques mois plus tôt entre Ankara et Bruxelles. Cet accord doit permettre aux gouvernements européens de renvoyer vers la Turquie les personnes entrées illégalement en Europe via le territoire turc. En contrepartie, les Européens ont engagé une discussion sur la possibilité pour les citoyens turcs de voyager en Europe sans visa. A l'époque, la date de 2017 était déjà évoquée.

Encore aujourd'hui, les citoyens turcs doivent disposer d'un visa pour entrer dans l'espace Schengen, même pour une courte visite. Selon le journal Radikal, depuis entre juin 2014 et juin 2015, les ressortissants turcs ont effectué 813.000 demandes de visas Schengen de courte durée (type C), de loin le plus courant.

Dans cette interview, Johannes Hahn appelle également à une ouverture rapide des chapitres 23 et 24 des négociations d'adhésion entre l'Union européenne et la Turquie. Ces chapitres concernent l'appareil judiciaire et les droits fondamentaux, mais aussi la justice, la liberté et la sécurité. "Plus nous aborderons rapidement l'application des droits démocratiques fondamentaux, plus nous disposerons d'un levier pour l'avancée des réformes dans le pays", a estimé le commissaire européen à l'Elargissement. » (*Lepetitjournal.com/istanbul, 28/09/2015*)

5. International

Turquie – Russie : Les positions opposées sur la Syrie

« Sur la Syrie, les positions d'Ankara et Moscou restent diamétralement opposées. M. Poutine, qui tente d'imposer sur la scène internationale son projet d'une nouvelle coalition contre l'Etat islamique (EI), soutient plus que jamais le président syrien Bachar Al-Assad, dont [le Président turc Recep Tayyip Erdoğan] souhaite ouvertement le renversement. Le récent déploiement par la Russie, dans la région de Lattaquié, fief du clan Assad, de plusieurs avions de chasse, d'hélicoptères, de drones et de chars, a bouleversé la donne. L'implication de Moscou sur le champ de bataille n'est pas vue d'un bon œil à Ankara.

« Ils [les Russes] sont sur le terrain. C'est très dangereux. Nous sommes très préoccupés », déclarait le 21 septembre le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu. » (*Le Monde, Isabelle Mandraud, Marie Jégo, 24/09/2015*) « La Turquie s'oppose toujours à ce que le président syrien Bachar al Assad participe au processus de transition dans son pays, a assuré le Premier ministre Ahmet Davutoglu. » (*Lefigaro.fr avec Reuters, 28/09/2015*)

« Mais la démonstration de force du Kremlin complique le projet turc de création d'une "zone de sécurité" dans le nord de la Syrie. Elle assure en outre à Bachar Al-Assad une perspective de repli à l'ombre des canons russes dans un micro-Etat alaouite dans l'ouest de la Syrie et permet aux Russes de conserver leur unique base navale en Méditerranée. "La Russie met en avant la lutte contre le terrorisme. Or à ses

yeux, tous les rebelles opposés à Bachar Al-Assad sont des terroristes. A partir de là, les avions russes pourront aussi bien attaquer les forces de l'opposition soutenues par la Turquie et les Occidentaux, ce qui risque de complexifier davantage la situation en Syrie », expliquait, le 16 septembre, l'ancien ministre turc des affaires étrangères Yasar Yakis au quotidien Today's Zaman. » (*Le Monde, Isabelle Mandraud, Marie Jégo, 24/09/2015*)

Enlèvement des ouvriers turcs en Irak

« Les 18 salariés du groupe de travaux publics turc Nurol [ont] été kidnappés par des hommes armés sur le chantier d'un stade de football dans le quartier chiite de Sadr City, dans le nord de la capitale irakienne [le 2 septembre].

L'enlèvement [a] été revendiqué quelques jours plus tard dans une vidéo par un groupe armé méconnu se faisant appeler "Furaq al-Mot" (Escadrons de la mort) et présentait une liste de demandes à la Turquie en échange de leur libération. Les ravisseurs avaient notamment réclamé que la Turquie "arrête le flot de combattants passant en Irak" et intervienne auprès de rebelles en Syrie pour qu'ils lèvent le siège de villages chiites. » Les otages ont été libérés et remis aux autorités turques, deux d'entre eux mi-septembre, et les 16 autres le 30 septembre. (*Libération, AFPI, 30/09/2015*)

6. Economie

La croissance au 2e trimestre, la faiblesse de la livre turque, le chômage

« La Turquie a enregistré une croissance de 3,8% au deuxième trimestre 2015 par rapport à la même période de l'année précédente, une performance inattendue alors que l'économie du pays souffre d'une forte inflation et de la dégringolade de sa monnaie. Dopée par une forte hausse de la consommation, cette progression du produit intérieur brut (PIB) turc dépasse les prévisions des analystes, qui tablaient sur un chiffre frôlant les 3%, malgré le ralentissement observé dans le secteur automobile et les exportations, a détaillé l'Institut turc de la statistique (Tüik). La croissance turque s'est établie à 2,5% au premier trimestre et à 3,1% sur la première moitié de l'année. » (*Lefigaro.fr avec AFP, 10/09/2015*)

« La Turquie n'atteindra donc probablement pas son objectif de 4% de croissance pour l'année 2015, (...) a annoncé le ministre de l'Economie Nihat Zeybekci. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Noémie Allart, 17/09/2015*)

« La devise turque s'est inscrite en repli de 0,7 %, à 3,03 livres par dollar. Outre le nouvel accès de faiblesse de la plupart des monnaies émergentes, la chute de la livre trouve sa source dans les tensions géopolitiques qui secouent la Turquie. » (*Les Echos, 08/09/2015*) Lundi 14 septembre, « la livre turque (TL) battait un nouveau record de faiblesse face au dollar et l'euro. (...) La livre turque tombait donc à 3,0689 dollars pour 1 TL (Turkish Lira). » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Noémie Allart, 17/09/2015*)

Le chômage a augmenté de 9,6% pour la période mai à juillet en Turquie. (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Noémie Allart, 17/09/2015*)

Demandes de prêts en augmentation

« Selon des données de la Banque centrale dévoilées lundi [14 septembre], le volume de la dette de long terme acquise de l'étranger par le secteur privé turc a connu une augmentation de 10,4 milliards de dollars en juillet par rapport à la fin 2014, atteignant désormais 178,2 milliards. De plus, un total de 82,3 milliards de dollar, soit 46,2% de la dette de long terme, appartiendrait à des institutions non-financières. Tout comme les prêts de l'étranger, les demandes de crédit internes alourdissent le fardeau des banques turques. La Banque des règlements internationaux (BRI) citait lundi [14 septembre] la Turquie, avec la

Chine et le Brésil, parmi les marchés émergents menacés de crise bancaire en raison d'une augmentation trop rapide du crédit. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Noémie Allart, 17/09/2015*)

Les investissements étrangers en baisse

Dans son article publié dans le quotidien les Echos, le journaliste Guillaume Benoît souligne les inquiétudes des investisseurs étrangers vis à vis de la crise politique, de la résurgence du terrorisme ainsi que de l'affaiblissement de l'économie et de la monnaie turque. « Or la dette des entreprises locales est majoritairement à court terme et libellée en dollars. Une crise de confiance pourrait donc avoir un effet dévastateur [pour la Turquie] » ajoute-t-il. (*Les Echos, 01/09/2015*)

« Jonathan Friedman, spécialiste de la gestion des risques chez Stroz Friedberg, a conclu la situation pour l'agence Reuters : "Le souci est que l'instabilité politique va durer au moins six mois, ce qui signifie la perte de deux trimestres de croissance. Il est très difficile d'orienter les investisseurs vers la Turquie en ce moment. [...] Il y a des chances que le mal soit déjà fait. Il n'est pas facile de se remettre d'une période où les signaux lancés aux investisseurs sont instables. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Noémie Allart, 17/09/2015*)

« Air Liquide acquiert une petite société de gaz industriels en Turquie »

« Air Liquide acquiert une filiale turque du groupe allemand de gaz industriels Messer Group, une petite opération mais qui va permettre au groupe français de mieux couvrir le marché industriel turc en pleine expansion. Messer Aligaz Sanayi emploie près de 70 salariés et a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 9 millions d'euros, précise le communiqué d'Air Liquide. La société détient et exploite une unité de séparation des gaz de l'air produisant de l'oxygène, de l'azote et de l'argon liquides, ainsi que trois centres de remplissage des bouteilles, détaille le communiqué. Mais le principal atout de cette société réside dans sa localisation dans la région de la mer de Marmara, proche de la capitale économique Istanbul. "Cette acquisition renforcera encore davantage notre présence dans ce pays et permettra à Air Liquide de mieux servir ses clients", s'est ainsi félicité Christophe Chalié, directeur Europe de l'Est du groupe, cité dans le communiqué. Air Liquide a commencé à s'implanter en Turquie depuis 2011, en investissant dans deux sites de production, d'abord à Izmir (ouest) puis à Ankara (centre). Le montant de l'opération n'a pas été dévoilé. Mais Messer Group a annoncé mardi de son côté l'acquisition d'une petite unité d'Air Liquide en Hongrie, qui emploie 50 salariés. » (*Lefigaro.fr avec AFP, 15/09/2015*)

« Total cède ses activités de distribution de carburant en Turquie »

« Le groupe pétrolier français Total a annoncé mardi [1er septembre] la cession de ses activités de distribution de carburants en Turquie au groupe Demirören pour un montant de 325 millions d'euros.

"Après plusieurs années de présence en Turquie, nous (...) avons estimé qu'il serait difficile d'obtenir une part de marché suffisante dans les activités de réseaux pour atteindre les niveaux de rentabilité que nous attendons de nos opérations à travers le monde", a expliqué Philippe Boisseau, directeur général de la branche Marketing et Services de Total, cité dans le communiqué du groupe. » (*L'Usine Nouvelle, AFP, 01/09/2015*)

« La transaction, soumise à l'approbation des autorités, comprend le réseau de stations-service de Total ainsi que ses activités commerciales et d'approvisionnement en Turquie. Le groupe pétrolier français explique dans un communiqué qu'il restera présent dans le marketing de produits pétroliers sur le marché turc à travers ses activités dans les lubrifiants et le GPL sans odeur, qui seront regroupées dans une société distincte avant la réalisation de la cession. » (*L'Usine Nouvelle, Reuters, 01/09/2015*)

Cola Turka et Çamlıca sont vendus à une société japonaise

« Yıldız Holding, propriétaire notamment du géant turc de l'alimentation Ülker, a décidé de vendre 90% de ses parts dans les sociétés Della Gıda (Cola Turka), Bahar Su et İlk Mevsim Meyve Suları à la société japonaise DyDo DRINCO pour 335 millions de livres turques, rapporte le quotidien Milliyet. Une décision motivée par la volonté du groupe de recentrer ses activités sur les snacks. Des marques de boisson aussi célèbres que Cola Turka, Çamlıca, Saka Su, Sunny, Maltana, Eskipazar, Flores et Link sont concernées par l'opération, souligne le quotidien.

Yıldız Holding avait déjà fait parler de lui l'an dernier en rachetant United Biscuits (UB), la multinationale anglaise propriétaire des marques Delacre, McVitie's ou encore des fameux biscuits BN). Cette acquisition avait permis à Yıldız, la plus grosse entreprise alimentaire et de boissons de Turquie déjà présente en Amérique du nord, en Afrique du nord, en Chine et au Japon, d'entrer sur le marché européen, où UB est très implanté (numéro un du biscuit en Grande-Bretagne, deuxième en France, Belgique, Irlande et Pays-Bas). Après cette opération, Yıldız Holding s'était élevé au rang de troisième producteur de biscuits au monde.

En mai dernier, le groupe français Lactalis s'était porté acquéreur du premier groupe laitier de Turquie, la société AK Gıda – alors propriété de Yıldız Holding. Selon Bloomberg, la société française aurait déboursé 800 millions de dollars pour s'arroger 80 % du capital d'AK Gıda. »
(*Lepetitjournal.com/istanbul, 28/09/2015*)

La Turquie crée des zones détaxées afin de favoriser le tourisme

« Le ministre turc de l'Economie, Nihat Zeybekçi, a annoncé la création de zones détaxées en Turquie afin de favoriser le tourisme, rapporte le quotidien Habertürk. Les zones concernées se situeront sur les côtes méditerranéenne et égéenne, à Bodrum, Marmaris, Çeşme, Didim ou encore sur la côte ouest d'Antalya. "Il y aura un impôt nul sur les achats et hébergements", a précisé le ministre à l'intention des touristes étrangers. Ces derniers ne seront donc pas soumis au contrôle de douane et éviteront toute la "paperasse" liée à leur arrivée sur le territoire turc. Les citoyens turcs seront quant à eux soumis à l'obligation de présenter leur passeport à l'entrée de ces zones. Avec cette mesure, le gouvernement espère attirer d'avantage de touristes étrangers sur ses côtes, d'autant que les zones concernées proposeront également des activités de loisirs, des hôtels et des centres commerciaux.

Cette annonce intervient à l'issue d'une saison touristique globalement décevante en Turquie. En juillet 2015, le nombre de touristes étrangers a certes augmenté de 5% par rapport au mois précédent, mais il avait augmenté de 13,5% sur la même période l'année précédente. En juin 2015, le nombre de touristes avait même diminué de 4,9% par rapport à juin 2014. Sur les sept premiers mois de l'année, le nombre de touristes français a notamment baissé de 17,8% par rapport à la même période l'année précédente, contre -21,6% pour les Italiens, -31,5% pour les Japonais ou -21,6% pour les Russes. En 2014, la Turquie avait accueilli un nombre record de 37,8 millions de visiteurs étrangers. Près de 4,5 millions d'entre eux étaient de nationalité russe, au deuxième rang après les Allemands (5,2 millions).»
(*Lepetitjournal.com/istanbul, Farida Ouriachi, 11/09/2015*)

« Accord algéro-turc pour la réalisation d'un complexe de textiles en Algérie »

« Un accord de partenariat algéro-turc de 1,5 mrd € portant sur la réalisation d'un complexe intégré des textiles à Relizane, 300 km à l'ouest d'Alger, a été signé jeudi 3 septembre 2015. Ce complexe comptera huit usines intégrées qui seront spécialisées dans la production des tissus et des articles de bonneterie et de finissage de tissus, une école de formation dans les métiers du textile ainsi qu'un pôle des affaires et diverses installations, selon l'agence APS. Le marché algérien absorbera 40 % de la production et les 60 % restants seront exportés. Les travaux de réalisation de ce complexe, qui s'étendra sur 100 ha, seront lancés en novembre 2015 et il devrait être livré trente-six mois plus tard. D'un coût d'investissement de 150 mrd de dinars (1,5 mrd €), ce projet permettra la création de 25 000 emplois. L'accord a été signé à Relizane par le Pdg du groupe public national Confection et habillement (CH), Mohamed Bouchama, et

par le Pdg du groupe turc Taypa, Mesut Toprak, en présence du ministre algérien de l'industrie et des mines, Abdeslam Bouchouareb. » (*Econostrum.info*, 04/09/2015)

« La Turquie suspend ses importations d'animaux en provenance d'Auvergne »

« Suite aux cas de fièvre catarrhale confirmés dans l'Allier et le Puy-de-Dôme, (...) la Turquie a décidé de suspendre l'importation d'animaux vivants en provenance de la région Auvergne (Allier, Cantal, Haute-Loire et Puy-de-Dôme). Les viandes peuvent, elles, continuer à être exportées. L'information a été confirmée à l'AFP et à France 3 Auvergne par le Ministère de l'Agriculture ce vendredi. Des discussions sont en cours avec les services vétérinaires turcs pour faire évoluer la situation, selon le ministère. » (*France 3 Auvergne, avec AFP*, 18/09/2015)

Les prix immobilier augmentent à Istanbul

« Le prix des logements à Istanbul a augmenté de 28% en juin 2015 par rapport à la même période l'année précédente, contre 19% en moyenne dans toute la Turquie, selon des données de la Banque centrale de Turquie citées par l'agence de presse semi-officielle Anadolu. Cette inflation s'explique en partie par la dévalorisation de la livre turque, qui a perdu plus de 20% face au dollar américain depuis le début de l'année. "La plupart des constructeurs immobiliers établissent leurs contrats en dollars, et achètent leurs matériaux en dollars. L'augmentation des prix en est la conséquence directe" explique Kadri Akbiyik, directeur de l'agence Istanbul Emlak Ofisi. A cela s'ajoute, depuis plusieurs années, une hausse exponentielle de la demande de logements. Le nombre de biens immobiliers vendus augmente chaque année en Turquie, passant ainsi de 427.000 ventes en 2008 à 708.000 ventes en 2011, pour finir à 1 million de ventes en 2014, signale l'agence Anadolu. Istanbul représentait à elle seule 19,3% du total des ventes dans le pays en 2014. » (*Lepetitjournal.com/Istanbul, Farida Ouriachi*, 09/09/2015)

La liste des sources et des journalistes ayant couvert le sujet turc (septembre 2015)

La Croix

Alexandre Billette

Le Monde

Benjamin Barthe
Cécile Ducourtieux
Mathieu Godard
Marie Jégo
Isabelle Mandraud
Isabelle Regnier
Lucie Soullier
Jean-Pierre Stroobants

Libération

Ragip Duran
Hala Kodmani
Marc Semo

Le Figaro

Georges Malbrunot
Delphine Minoui

Les Echos

Guillaume Benoit
Yves Bourdillon
Renaud Honoré

L'Express

Alexandre Brutelle

L'Obs

Pierre Haski

L'Opinion

Pascal Airault

Dernière Nouvelles d'Alsace

Anne-Camille Beckelynck
Antoine Bonin
Olivier Claudon
Pascal Coquis

Aujourd'huiLaTurquie

Noémie Allart

Lepetitjournal.com/istanbul

Farida Ouriachi

Mediapart

Alain Devalpo,

RFI

Jérôme Bastion

La Tribune

Le Parisien

Le Point

L'Usine Nouvelle

HuffPost

Paris Match

Econostrum.info

France 3 Auvergne

Mécène Principal Main Supporter



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



L'ORÉAL



Institut
du Bosphore

33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org